Echos du Conseil national (pp. 3-4)

COMMUNISTES

Le 4 février avec les syndicats

Vidéo

Il n'y a pas de profit à faire sur la pandémie

Fabien Roussel devant Pfizer France à Paris

Toupet

Il y en a qui vraiment ne manquent pas de toupet. Exemple : Jacques Julliard. Devenu depuis peu chroniqueur au *Figaro*, il signe cette semaine une critique sanglante contre « la gauche caviar », ces bourgeois modernes qui ont « les idées à gauche et le portefeuille à droite », qui vivent dans un entre-soi très parisien, qui jouent l'Internationale sur un piano à queue, qui ont cassé le lien entre la gauche et le mouvement social, etc. On pourrait signer son texte, après tout. Et puis on s'interroge : Jacques Julliard ? mais ce n'est pas l'idéologue de la gauche mitterrando-rocardienne qui, chaque semaine ou presque, de 1969 à 2010, un bail !, dans Le *Nouvel observateur*, délivra un discours libéral de « gôche », propre à désespérer Billancourt, et systématiquement anticommuniste ? C'est ce vendeur de pacotilles qui se présente aujourd'hui comme un procureur de sa famille sociale-démocrate ? Étonnant ? Comment appeler ce genre d'« évolution » ? Opportunisme ? Ou bien Alzheimer ? ✪

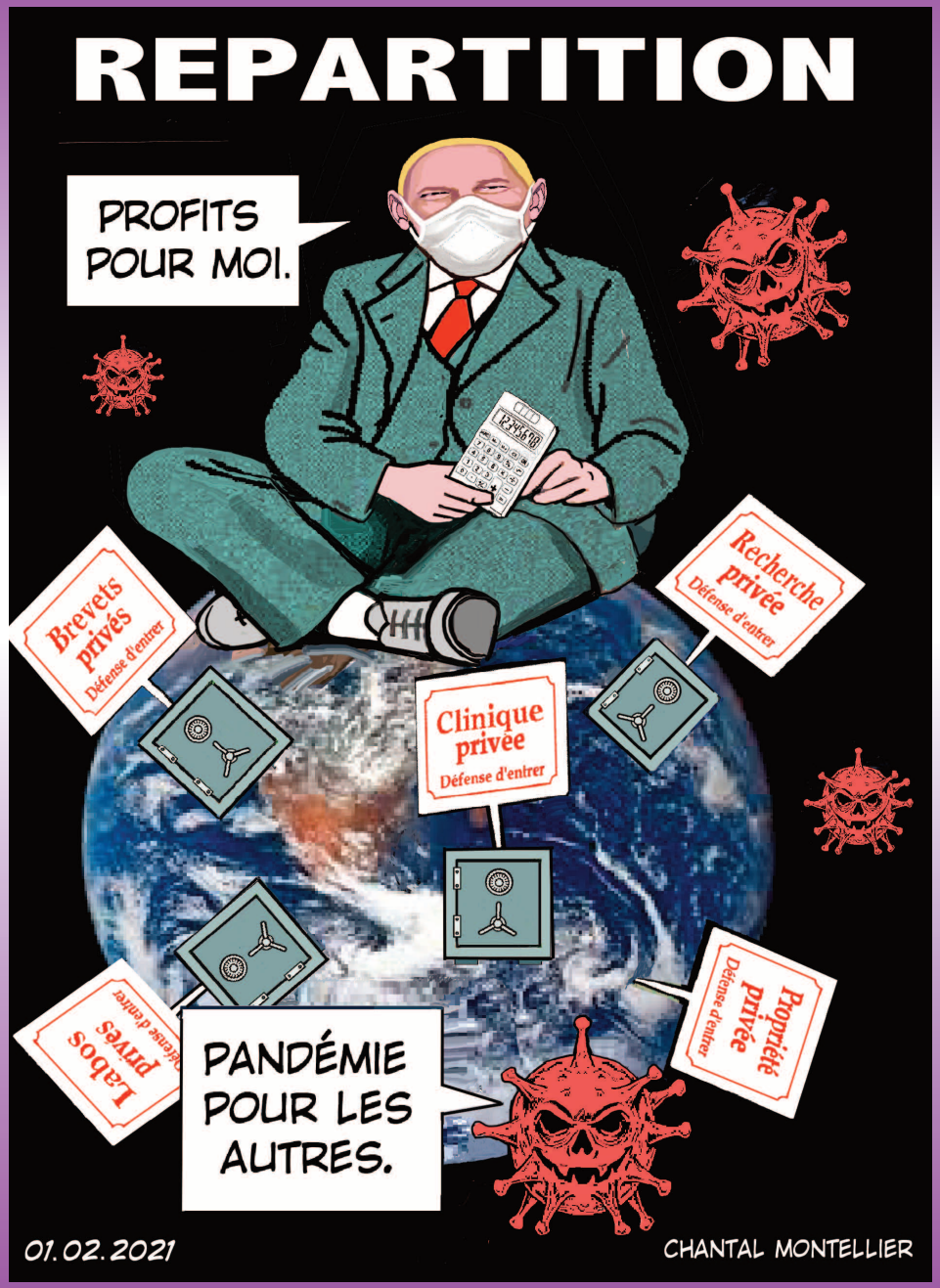
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Sous réserve des annonces gouvernementales

3 février 11h : Pas de propriété privée sur les brevets, devant le siège de Pfizer, 25 av du Dr-Lannelongue (Paris 14) et devant le siège de l'OMS, rue J.- Baldassi (Lyon 7)
3 février 14 h : Non à la fermeture des classes dans les villages, sous-préfecture d'Issoire (63)
3 février 19 h : Formation régionale IdF avec Céline Malaisé sur Facebook live PCF Paris
4 février : Journée de mobilisation interprofessionnelle
4 février 18 h 30 : Webinaire de Progressistes, avec François Marie Breon, Facebook live
5 février : Semaine anticoloniale, uniquement sur le Net cette année
6 février : Conférence régionale Grand Est
6 février : Collecte solidaire Ivry (94)
6 février 11 h : Sauvons la gare de Lomme (59)
6 février 11 h : Distributions de repas aux étudiants, UEC/ JC/ PCF Nanterre (92)
6 février 14 h : Webinaire avec convergence des services publics « Quelle sécurité sociale face à la perte d'autonomie ? »
6 février 13 h 30 : ''Amazon, ni ici, ni ailleurs'' : Rond-Point de la zone artisanale Berlanne, commune de Morlaas (64)
8 février de 18 h à 20 h : Télétravail, uberisation, robotisation… le numérique révolutionne-t-il l'entreprise ? Direct Youtube-Facebook Pcf
9 février 18 h : Le vaccin : marchandise versus bien commun ? Vidéoconférence, fondation Gabriel-Péri
10 février 18 h : Réunion des secrétaires fédéraux
11 février 18 h : 100 ans du PCF, Manufacture des tabacs de Nantes (44)
12 février 14 h : Les secrétaires régionaux du PCF, du tournant antifasciste à l'interdiction du parti (1934-1939). Vidéoconférence fondation Gabriel-Péri
12 février 20 h: Débat L'eau : une marchandise ou un bien commun ? Facebook live espace communiste Val d'Yerres (91)
13 février : Première journée des états généraux de l'énergie du PCF
13 février : Webinaire La lutte antiraciste, avec Pierrick Annot, Facebook live PCF, Ivry (94)
14 février : Journée d'actions numériques et sur le terrain pour faire signer l'initiative citoyenne européenne « Pas de profit sur la pandémie »
15 février : Ouverture du site de contributions pour la conférence nationale
15 février de 18 h à 20 h : Les youtubeurs ont-ils hacké Google et les médias ? **Direct Facebook-Youtube PCF**
22 février de 18 h à 20 h : Interdire la reconnaissance faciale sécuritaire pour combattre le capitalisme de la surveillance
23 février 18 h : Les pratiques militantes en visio. Inscriptions sur le Facebook live du PCF et sur la chaine Youtube du PCF, inscriptions **sur**

Mais aussi en février

Marche pour « Nettoyer un col souillé » (31)
Collecte solidaire, Montreuil (93)
Mon bureau de Poste j'y tiens, Meriel (95), Dijon (21)
Actions Stop Amazon, Nîmes (30) et Augny (57)
Mon train j'y tiens (42)
Ma trésorerie j'y tiens, Saint-Amand-les-Eaux(59), Douvrin (62)
Solidarité avec les étudiant·e·s avec l'UEC, Saint-Denis (93), Nanterre (92), Nîmes (30), Aix-en-Provence (13), Poitiers (86)
Soutien aux salariés de Carambar, Marcq-en-Barœul (59)
Légion d'honneur pour la camarade Margot Caudan (101 ans) pour ses actes de Résistance dès 1940, Plouhinec (29)
1er mars de 18 h à 20 h : La révolution numérique du capitalisme 4.0 au communisme 1.0 communisme. Direct Youtube-Facebook PCF
8 mars : Initiatives autour de la journée internationale des droits des femmes
9 mars de 18h à 20 h : Quelle alternative au capitalisme mondialisé de plateforme : Services publics, Communs ou souveraineté numérique ?
13 mars : Conseil national
18 mars : 150 ans de la Commune !
21 mars : Initiatives autour de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
27 mars 14 h : Hommage à Daniel Davisse, Choisy-le-Roi (94)
10-11 avril : Conférence nationale sur la présidentielle
11 avril : Libération du camp de concentration de Buchenwald
24 avril 2021 : Conseil national
1er mai 2021 : Journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, vente du muguet
7 au 9 mai 2021 : Vote des communistes pour le choix à la présidentielle
20 et 27 juin 2021 : 1er et 2e tours des élections départementales et régionales
3-4 juillet 2021 : Conseil national

PCF/Présidentielle

Le débat est lancé

Fabien Roussel a présenté le rapport introductif à la session du Conseil national du 30 janvier. Extraits.

Dans la première partie de son exposé, le secrétaire national caractérise la crise, tant en France que dans le monde : « Tant au plan international qu'à l'échelle de l'Europe et de la France, la période est ainsi marquée par un accroissement des inégalités, des divisions, des affrontements entre les États et au sein même des Nations. Avec de lourds dangers de dérives populistes, qui prennent le pas sur l'indispensable affrontement de classes et dont nous devons mesurer les menaces qu'elles font planer. » Il analyse ensuite l'attitude du pouvoir face à la crise sanitaire (le scandale de l'organisation de la campagne vaccinale, le poids de l'industrie pharmaceutique), renouvelle l'appel à faire du vaccin un bien commun pour l'humanité, évoque un pôle public de la santé, un soutien à la recherche.

Fabien Roussel caractérise la crise économique et sociale : « Cette crise révèle la véritable portée de toutes ces politiques libérales, de baisses des dépenses publiques utiles, qui ont, gouvernement après gouvernement, marqué notre pays. Elle met en accusation un système qui a affaibli nos services publics, désindustrialisé le pays et porté atteinte à notre souveraineté économique, y compris en matière sanitaire. Pire, elle est utilisée opportunément par le capital pour accélérer les opérations de restructurations des groupes et des filières, organiser le déménagement industriel, aiguiser cette compétition économique entre les hommes et entre les territoires. Le monde du travail, de l'ouvrier à la soignante, de l'artiste à l'agriculteur, de l'ingénieur au commerçant paie lourdement cette crise. »

La politique du gouvernement fait reposer essentiellement l'effort de la crise sur la dépense publique, sans solliciter les assurances, les banques, les profits et même les grandes fortunes. « Le capital n'est pas mis à contribution. »

Face à la casse sociale, « nous avons pris le parti de rendre visible notre engagement aux côtés du monde du travail. Ce travail en direction des entreprises, par branche, nous amène aussi à relancer ou redynamiser des réseaux communistes, à l'image des cheminots, des salariés de Thales, de l'aéro, de la Poste ou encore de General Electric et plus globalement de tout le secteur de l'énergie. »

Le rapporteur liste alors les nombreux secteurs où s'expriment des résistances, des luttes, où s'amorcent des victoires et salue la prochaine mobilisation du 4 février.

Il aborde ensuite la préparation des échéances électorales de 2021 et de 2022, les départementales et régionales (voir la résolution) puis les élections présidentielle et législatives.

Le bilan du quinquennat est très lourd : chômage, pauvreté, production dévitalisée, recul démocratique, renoncement en matière de climat, d'exception culturelle, d'égalité homme/femme : « La nation française se sent humiliée par la destruction de ses capacités productives, sa perte de souveraineté, le mépris des possédants. » Et dans le même temps, la gauche est très affaiblie.

« Qu'est ce qui empêche aujourd'hui la construction d'un grand rassemblement populaire, un front populaire, l'union du peuple pour arracher des victoires ? C'est justement le rôle du Parti communiste français de s'attaquer à cette réalité. C'est son rôle d'œuvrer à une alternative progressiste, à construire cette union populaire, dans l'action. Et pour cela, il doit retrouver son influence, reconquérir son électorat, retrouver sa force pour qu'elle serve à construire les rassemblements les plus larges, dans les luttes, comme dans les autres échéances, je pense en particulier aux législatives qui constituent une échéance majeure. »

Le débat ne peut se réduire à battre Macron et Le Pen, « car le formuler ainsi ce serait s'enfermer dans le scénario que le pouvoir veut imposer. Bien évidemment, la question de l'alternative ne peut être évacuée et jamais notre parti ne s'est engagé dans une bataille pour témoigner. La question qui nous est posée est précisément de se donner les moyens que nos idées entrent en grand en dialogue avec la société française pour élever le niveau de conscience, pour créer les conditions d'une alternative de gauche avec un PCF renforcé en son sein. Dans ce contexte de crise aigüe, de doute populaire, il y a besoin d'espoir autour d'un projet et c'est ce que nous voulons faire en portant un projet communiste, féministe, écologiste, pour reprendre le pouvoir sur l'argent. La question est donc bien de donner de la force à ce projet et de lui donner de la force au sein de la gauche ! »

Le PCF a un rôle à jouer, une ambition pour la France, pour la gauche. Rassembler pour gagner les élections législatives. Et la présidentielle ? « Elle constitue, qu'on le veuille ou non, un temps majeur du débat politique dans le pays. »

Le PCF va « engager le débat et se préparer à ces échéances présidentielle et législatives, comme décidé par les communistes lors de leur dernier congrès. Et c'est une discussion approfondie que les communistes doivent mener en toute souveraineté. C'est la raison pour laquelle nous devons travailler avec soin les moyens démocratiques exceptionnels dont nous nous dotons dans le contexte si particulier lié à la pandémie. »

C'est l'objet de la **conférence nationale** dont l'objet ne peut se réduire à candidature communiste ou pas, et avec quel candidat.

« Si le Parti prend cette décision importante de présenter un ou une candidate en 2022, elle doit être issue d'une large réflexion de tout le Parti, des cellules et sections jusqu'à la conférence nationale, sur le sens d'une telle candidature, sur les contenus qu'elle doit porter, sur les électeurs et les forces qu'elle entend mobiliser, sur les objectifs que nous nous fixons, dans chaque département, sur les législatives. »

Un bel exercice démocratique en perspective, estime Fabien Roussel qui propose, le jour de cette initiative, « de réunir 1 000 délégués pour cette conférence nationale, à parité, j'y insiste. 1 000 délégués c'est un exercice démocratique ambitieux dont l'objectif est d'associer le plus de communistes à la réflexion. Au lieu de nous réunir à Paris, nous proposons d'utiliser les sièges des fédérations qui pourront accueillir, dans toute la France, les délégués de chaque département. Nous serons la seule force politique à réussir cela et à donner de la force à nos choix, à nos idées. »

Dès à présent, un appel à candidatures est lancé. « J'ai déjà dit au Conseil national mon point de vue sur le sujet. J'ai même évoqué ma réflexion sur le rôle que je pouvais assumer si nous décidions de présenter un candidat, comme je le crois nécessaire. Je confirme ces réflexions et vous informe en toute transparence que je répondrai à l'appel à candidatures tel que le propose notre projet de résolution. »✪

Informations et recommandations sur la publication des contributions à la Conférence nationale des 10 et 11 avril 2021

Les contributions à la conférence nationale des 10 et 11 avril 2021 sont à adresser par courriel à : conference2022@pcf.fr.

Toutes les contributions seront transmises à la Commission du texte et seront publiées sous la responsabilité de la Commission de transparence des débats sur le site conference2022.pcf.fr. Outre le site, la lettre électronique hebdomadaire *CommunisteS* publiera la liste des contributions mises en ligne dans la semaine, permettant ainsi d'y accéder en cliquant dessus. Pour une meilleure lisibilité des contributions, il est recommandé que celles-ci ne dépassent les 8000 signes espaces compris.

Les contributions émanent individuellement ou collectivement d'adhérent-e-s du Parti communiste français, des organisations et réseaux du Parti, des commissions et secteurs de travail du Conseil national. Elles doivent concerner l'ordre du jour de la conférence nationale.

cliquer pour lire la suite.

Amplifier les mobilisations sociales, construire l'alternative dans les luttes et les échéances électorales de 2021 et 2022 !

Un an après le début de la pandémie, Emmanuel Macron et le gouvernement Castex s'enferment un peu plus chaque jour dans des logiques capitalistes et autoritaires incapables de répondre aux besoins de nos concitoyens.

Si la décision d'un troisième confinement était rendue nécessaire par la présence de nouveaux variants du virus, cela ne doit pas masquer l'échec de la politique sanitaire du pouvoir. Après le fiasco des masques et des tests, l'inefficacité de la stratégie de vaccination est un nouveau scandale d'État.

Au lieu d'infantiliser les Français·e·s, l'heure est à investir massivement, former et embaucher, dans l'hôpital public et les Ehpad et à construire avec les habitant·e·s, travailleurs·euses, les élu·e·s locaux·ales une politique de test et de vaccination à la hauteur des besoins du pays. Il ne peut y avoir de stratégie sanitaire efficace sans démocratie sanitaire. La transparence, la maîtrise publique et citoyenne de la politique de santé, la coopération de l'État avec le Parlement et les élu·e·s, les collectivités locales et acteurs sociaux sont des nécessités.

Le fait que la France, sixième puissance mondiale, ne parvienne pas à répondre aux besoins du pays est une humiliation ! L'échec de Sanofi sur le vaccin et les destructions d'emplois programmées sont un crime industriel et sanitaire. Force est de constater que le pouvoir accompagne les grands groupes, en particulier les laboratoires pharmaceutiques, dans le seul objectif de faire du profit sur la pandémie. Nous exigeons l'interdiction du plan de suppressions d'emplois de Sanofi, notamment dans la recherche. Nous exigeons des laboratoires la levée des droits sur les brevets. Nous organiserons dans les prochains mois des assises du médicament.

- Le Conseil national du PCF appelle à amplifier la campagne pour un accès libre et gratuit aux vaccins de tous les peuples, intitulée « Pas de profit sur la pandémie », dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne.

Sur le plan économique et social, les plans de licenciements des grands groupes, qui se multiplient, sont inacceptables. En cumul, depuis le 1er mars, 84 100 ruptures de contrats de travail ont été envisagées dans le cadre de PSE, soit près de trois fois plus que sur la même période l'année précédente. Et des milliers de petites et moyennes entreprises font faillite.

- Le Conseil national du PCF appelle à amplifier les mobilisations sociales dans tous secteurs, à participer massivement à la journée d'action interprofessionnelle du 4 février et à agir dans tous les domaines pour une réindustrialisation sociale, écologique et démocratique et le développement des services publics. C'est le sens des états généraux de l'énergie qui débuteront le 13 février prochain.

La pauvreté atteint un niveau inédit depuis la Seconde Guerre mondiale, touchant plus de 10 millions de personnes dans notre pays. Et pendant ce temps, les interventions massives de la BCE et les aides publiques de l'État ont surtout nourri le capital et fait grimper les cours de Bourse. Les milliardaires français·e·s ont gagné 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, soit deux fois le budget de l'hôpital public ! Ils ont retrouvé leur niveau de fortune en neuf mois, quand il faudra plus de dix ans aux plus pauvres pour s'en relever. Les femmes sont particulièrement touchées.

- Le Conseil national du PCF appelle à se mobiliser avec les habitant·e·s des quartiers populaires contre la misère, le racisme, les discriminations et les inégalités, à développer les actions de solidarité concrète, à faire connaître largement notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation visant à éradiquer le chômage et la précarité par de nouvelles mesures de sécurité sociale pour chacune et chacun.

Cela implique de poursuivre notre bataille pour l'emploi et sa sécurisation, tout particulièrement à partir des besoins de création d'emplois et de formations dans la filière santé, de l'industrie à l'hôpital en passant par la recherche ; des mobilisations contre les plans sociaux des grands groupes et pour une transformation productive ; des exigences de la jeunesse ; de la situation des TPE-PME ; des exigences de contrôle des aides publiques et du chômage partiel.

Cela implique une tout autre utilisation de l'argent, des richesses créées par les travailleurs, dont le pouvoir d'intervention doit grandir dans les entreprises et les services et de nouvelles institutions démocratiques à tous les niveaux.

Alors que les lycéen·ne·s, étudiant·e·s et jeunes travailleur·euse·s du pays souffrent fortement de la crise, la politique du pouvoir n'apporte pas de réponse à la hauteur de leurs besoins. Pire, les inégalités s'aggravent car le gouvernement prend prétexte de la crise sanitaire pour accélérer les politiques libérales dans l'éducation en visant la fin de l'école unique, n'assure même pas aux jeunes le filet de sécurité que pourrait constituer le RSA. Nous ne voulons pas d'une génération sacrifiée !

- Le Conseil national du PCF appelle à la mobilisation pour un plan d'urgence pour les jeunes et pour des états généraux de l'éducation comme l'ont réclamé récemment 100 personnalités issues du monde de l'éducation.

Dans ce contexte, les échéances électorales, départementales et régionales prévues en 2021, présidentielle et législatives en 2022, seront décisives pour construire une alternative de gauche et écologiste à Emmanuel Macron, à la droite et l'extrême droite, avec une influence des communistes renforcée.

Pour y parvenir, le Conseil national du PCF appelle :

- À partager largement les projets communistes pour nos départements et nos régions, à agir jusqu'au bout pour les rassemblements les plus larges possibles pour faire gagner la gauche et faire élire le plus grand nombre possibles d'élu·e·s communistes pour les mettre en œuvre ;
- À engager le débat avec les Français·e·s sur leur projet pour le pays et le rassemblement à faire progresser pour ouvrir à la France une perspective d'espoir, qui rompe résolument avec la domination mortifère du capital comme avec les politiques néolibérales conduites depuis trop longtemps au sommet de l'État, et tout particulièrement celles que mène l'actuel pouvoir macronien.

Concernant les échéances de 2022, il appartient d'ores et déjà aux communistes de s'emparer des enjeux de ce rendez-vous politique, qui sera décisif pour notre parti.

Le Conseil national du PCF appelle à l'organisation du débat dès à présent à tous les niveaux du Parti sur la présidentielle et les législatives afin de nourrir ce travail par des contributions individuelles ou collectives qui seront mises à disposition à travers la lettre d'information *CommunisteS* puis sur un site Internet national dédié.

La commission nationale du texte est au travail, à partir de ces contributions et de l'audition de personnalités, et présentera un projet de texte au Conseil national du 13 mars. Toutes les organisations du Parti, tou·te·s les communistes seront alors appelé·e·s à contribuer à ce projet de texte en vue de la conférence nationale des 10 et 11 avril, qui devra adopter un texte définitif et le bulletin de vote.

Les communistes voteront du 7 au 9 mai sur leurs choix pour les échéances de 2022. Le Conseil national du PCF, pour créer les conditions d'une candidature communiste à la présidentielle si les communistes en décident ainsi, lance ce jour l'appel à candidatures à cette élection. Cet appel sera clos le 13 mars au matin et les communistes seront informé·e·s des candidatures reçues.

Paris, le 30 janvier 2021

Le PCF du Pays bigouden crée un collectif de défense de la pêche artisanale post-Brexit

Malgré sa restructuration des années 1990 qui a vu la disparition d'un bon tiers de ses navires (plan Mellick), la pêche française reste un secteur économique important, notamment au Pays bigouden qui a su développer au fil des ans un modèle de pêche spécifiquement artisanal.

Cependant, le Brexit et la crise sanitaire du coronavirus entraînent des difficultés supplémentaires à celles déjà constatées depuis longtemps par les règles européennes, les variations des cours du poisson, celles du prix des carburants, la gestion des ressources halieutiques (impactées par la surpêche, le changement climatique et les pollutions de l'eau).

Pour faire face aux menaces qui pèsent de plus en plus sur la pêche artisanale et aux graves conséquences économiques et sociales qu'elles pourraient engendrer localement (actuellement un emploi en mer induit quatre à cinq emplois à terre), les communistes du Pays bigouden qui bénéficient d'une histoire locale riche en grandes luttes populaires ont décidé d'entreprendre un travail de sensibilisation et de mobilisation. Afin non seulement de **sauvegarder notre modèle de pêche à taille humaine mais aussi de lui préparer un avenir qui lui permettra, dans un contexte mondial de demande croissante en produits de la mer, d'affronter les nouveaux défis.**

À cet effet et suite à l'accord post-brexit du 24 décembre 2020 qui devrait amener progressivement jusqu'à l'horizon 2026 les pêcheries européennes à perdre 25 % de leurs capacités de production dans les eaux britanniques, un collectif à été mis en place, avec pour objectif de mettre à profit cette période transitoire pour **favoriser la mise en place d'un plan plus audacieux que le plan d'accompagnement prévu par la ministre de la Mer Annick Girardin.**

Plutôt que d'encourager de nouvelles sorties de flotte, ce plan devrait :

- Faciliter les investissements nécessaires à sa modernisation avec des navires moins accidentogènes et moins dépendants des énergies fossiles.
- Encourager une pêche vertueuse sur le plan environnemental face aux armements industriels de nature capitalistique dont les navires XXL ne cessent de bouleverser les écosystèmes et les chaînes alimentaires.
- Renégocier aux niveaux européen et national les règles d'attributions des TAC et quotas de pêche trop souvent captés par les grands groupes à capitaux européens.
- Mobiliser les banques pour qu'elles participent à l'effort de modernisation en accordant par exemple des prêts à taux zéro aux jeunes pêcheurs qui désirent s'installer.
- Engager la région Bretagne à soutenir ce plan, auquel l'Union européenne doit participer, en l'abondant et en l'adaptant aux besoins de la pêche bretonne.

Enfin, en lien avec la commission Mer et Littoral PCF29, les communistes du Pays bigouden entendent faire valoir au travers de ce collectif les 34 propositions "pour soutenir et moderniser la pêche française" que la Commission nationale d'information sur la pêche, présidée par le député PCF Sébastien Jumel, a déposé dans un rapport à l'Assemblée nationale.

Comme actuellement la crise sanitaire réduit fortement nos moyens d'expression (nous avons dû annuler l'été dernier nos trois fêtes du *Travailleur de la Mer*, Guilvinec-Lesconil-Loctudy), une page Facebook "Défense de la pêche artisanale du Pays bigouden" a été créée pour le collectif qui s'est fait connaître également dans la presse locale (*Le Télégramme* et *Ouest France*). ✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Il faut des mesures urgentes contre la pauvreté !

Depuis plusieurs mois, les communistes de Montreuil (93) organisent des collectes solidaires pour répondre, en lien avec les associations de quartiers, de manière concrète aux conséquences de la crise sanitaire. Fabien Roussel a participé à l'une de ces collectes à Montreuil ce samedi 30 janvier, dans le quartier populaire de La Noue, accompagné par Patrice Bessac, maire de la ville.

La crise sanitaire a révélé les inégalités déjà existantes et les situations difficiles que vivent des millions de Français·e·s, en particulier celles et ceux issus des milieux modestes. Elle est surtout un accélérateur de la misère, en faisant basculer un plus grand nombre encore de personnes dans l'extrême pauvreté (+30 % sur l'année 2020). Dans nos villes de Seine-Saint-Denis en particulier, c'est la double peine ! Les inégalités flagrantes en matière de soins, de présence des services publics, aggravent d'autant la précarité et conduisent à de véritables drames humains et sociaux.

Une réponse urgente est indispensable, les collectes en font partie, et nous avons rapidement pris la mesure de la nécessité de politiser cet engagement en tant que parti. Ces initiatives de solidarité s'inscrivent ainsi dans la campagne que nous avons décidé d'engager au niveau de la fédération de Seine-Saint-Denis depuis plusieurs semaines "La pauvreté, c'est pas une fatalité", avec la diffusion d'une pétition adressée à Macron, pour des mesures immédiates qui répondent à l'urgence sociale[1].

Parmi ces mesures, le soutien aux associations caritatives et de solidarité et aux collectivités territoriales totalement asphyxiées, une revalorisation du RSA et son extension aux jeunes de moins de 25 ans, la revalorisation des bourses d'études et des aides au logement.

Avec ses collectes, la section de Montreuil accompagne plusieurs associations locales, qui redistribuent aux familles les denrées collectées par les militant·e·s communistes. Des associations étaient présentes pour témoigner de la situation à laquelle elles sont confrontées. Elles confirment combien les principales victimes de la baisse du pouvoir d'achat sont les plus fragiles, les jeunes, les étudiants, les familles monoparentales, les salariés précarisés et sans-emploi, les sans-papiers… Toutes ont tenu à remercier à cette occasion l'engagement concret et tenace des communistes.

C'est en effet une formidable mobilisation des communistes qui s'est déployée à Montreuil, depuis le début du deuxième confinement. En moyenne, cinq points de collecte ont lieu chaque semaine et le week-end, devant les magasins et les marchés. Plusieurs tonnes de denrées alimentaires et de produits d'hygiène ont été collectées. Chaque samedi matin, un « rendez-vous » avec les associations s'est pérennisé. Elles se rendent à la section pour récupérer et redistribuer les collectes. En quelques mois, plus de 500 familles en ont été bénéficiaires. C'est une grande fierté qui anime les communistes de Montreuil.

En dépit des mesures de confinement, nous allons continuer. Les associations locales s'approprient, elles aussi, la pétition, et nous préparons ensemble un appel départemental pour le droit à la justice et au respect pour tous.

Faire vivre l'utilité communiste en partant des préoccupations urgentes et concrètes, élever le niveau de conscience de celles et ceux qui ont le plus besoin de se rassembler pour imposer d'autres choix, reconstruire une alternative politique solidement ancrée à gauche, c'est tout cela que nous travaillons ici.

Samedi 30 janvier, quatre adhésions au Parti communiste français ont été réalisées. Comme une évidence ! ✪

Jean-Marie Doussin
secrétaire de la section de Montreuil

1. https://www.pcf93.fr/pauvret_pr_carit_nous_r_clamons_des_mesures_d_urgence

Les organisations de jeunesse appellent à se mobiliser le 4 février aux côtés des syndicats

La mobilisation du 20 janvier, à l'initiative de l'UEC, puis celle du 26 ont vu défiler des milliers de jeunes afflués dans le cortège de l'inter-organisation jeune. Depuis le début de la pandémie et surtout depuis le début de la crise économique, les jeunes n'ont pas été épargnés. Les étudiants, les lycéens, les jeunes apprentis, en recherche d'emploi..., une grande partie de la jeunesse subit de plein fouet les choix du gouvernement. Mais aujourd'hui, les jeunes disent qu'il y en a assez. Assez des politiques ! Mais aujourd'hui, nous disons qu'il y en a assez. Assez du chômage et de la précarité ! Assez de la casse de nos formations et de la sélection !

Aujourd'hui, les jeunes relèvent la tête et reprennent leur avenir en main. Le gouvernement ne fait rien pour nous ? Eh bien nous allons lui imposer nos revendications.

Fort des deux dernières mobilisations, le MJCF et les autres organisations de jeunesse appellent à une nouvelle mobilisation le 4 février aux côtés des syndicats. Avec un mot d'ordre : nous refusons d'être la génération sacrifiée !

L'appel des organisations de jeunesse

Les jeunes sont parmi les premières victimes de la crise. La pandémie et les mesures prises par l'exécutif ont amplifié les phénomènes de paupérisation des jeunes. La précarité est devenue notre quotidien : précarité de nos revenus, précarité face à l'emploi, précarité des études et de nos formations. Si notre génération est sacrifiée, ce n'est pas à cause de la pandémie mais bien des choix faits par le gouvernement pour répondre à la crise.

Après la réussite des mobilisations du 20 janvier, les étudiants se sont à nouveau mobilisés dans les rues partout en France le mardi 26 janvier. Cette mobilisation a été, une fois de plus, une réussite avec des cortèges jeunes, massifs, partout en France, aux côtés des lycéens et de l'ensemble des syndicats professionnels de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Au lendemain de la mobilisation du 20 janvier qui a rassemblé des milliers d'étudiants partout en France, Emmanuel Macron et Frédérique Vidal ont été dans l'obligation de faire des annonces concernant la précarité étudiante et le retour en présentiel. À savoir l'extension du ticket RU du CROUS à 1 € à l'ensemble des étudiants et un retour en présentiel à 20 % du temps.

Ces annonces sont une première victoire et montrent l'intérêt de se mobiliser mais restent insuffisantes. Concernant les repas à 1 €, la moitié des restaurants universitaires sont aujourd'hui fermés et nombre d'étudiants ne vivent pas à proximité d'un de ces restaurants. Concernant le retour en présentiel un jour par semaine, nous ne savons pas comment les universités pourront le mettre en place, aucune directive claire ni de moyens supplémentaires n'ayant été donnés aux universités. La mise en œuvre de cette annonce, qui ne répond pas aux demandes formulées, ne suffit pas pour permettre un véritable encadrement pédagogique et, sans moyens, les établissements mettront cela en place tardivement et difficilement.

Les actions d'ampleur se font attendre

C'est bel et bien la nécessité d'un plan d'urgence pour lutter contre la précarité, avec une augmentation immédiate des bourses et des APL, ainsi qu'une réforme structurelle du système de bourses qu'il faut enclencher rapidement. Sur le sujet de la santé mentale, l'annonce du chèque santé mentale, bien qu'elle soit encore floue, est une bonne nouvelle. Seulement, si celle-ci ne s'accompagne pas de l'embauche massive de psychologues elle est inefficace.

C'est bien un retour en présentiel ambitieux et planifié dans les universités dont nous avons besoin. Le gouvernement dit que c'est impossible, nous répondons qu'il faut investir dans l'université, assurer un protocole sanitaire strict et rattraper le retard accumulé.

Pour lutter contre le chômage et la précarité des jeunes, les mesures gouvernementales ne sont pas non plus à la hauteur. Six mois après son lancement, force est de constater que le plan "1 jeune, 1 solution" du gouvernement n'est pas à la hauteur. Et pour cause, il n'offre comme seule perspective aux jeunes des contrats précaires rémunérés une misère.

Face à la précarité de nos situations, nous demandons la sécurisation de nos parcours de formation à l'emploi. Nous refusons d'être une génération sacrifiée ! Alors que des sommes gigantesques sont versées aux entreprises, rien de conséquent n'est alloué pour les jeunes.

Nous demandons :

Un retour en présentiel avec une jauge de 50 % par groupe, via l'embauche de personnels éducatifs et la titularisation de contractuels.

Un plan de lutte contre la précarité étudiante en permettant à chaque étudiant d'avoir une protection sociale fixée au-dessus du seuil de pauvreté, en assurant un filet de sécurité. Cela permettra d'assurer notre autonomie, de vivre dignement et de pouvoir se consacrer à nos études sans être dans l'obligation de se salarier à côté pour les financer.

Une embauche massive de psychologues via un renforcement des services de médecine universitaire. Le doublement que promet le gouvernement est loin d'être suffisant face à la détresse toujours plus grandissante de la jeunesse

Pour lutter contre la précarité dans l'emploi, nous demandons notamment la fin des contrats précaires (CDD, intérims, etc.). Le CDI et la titularisation doivent redevenir les normes

Le recrutement de jeunes dans le service public, en commençant par l'hôpital et l'enseignement pour pallier au manque de personnel.

Les mesures du gouvernement ne sont pas à la hauteur et ne mettront pas un terme à notre mobilisation. Nous appelons les jeunes à amplifier la mobilisation jeudi 4 février partout en France, lors de la journée de grève interprofessionnelle organisée, afin de réclamer de réels moyens pour nos universités et améliorer nos conditions de vie et d'études. Nous les invitons aussi à tenir, là où c'est possible, des Assemblées générales afin d'organiser au mieux la mobilisation ! ✪

Sahara occidental

Bruno Fuchs (Modem) dans le sillage de D. Trump

Lors d'une récente interview à la télévision marocaine, le député Bruno Fuchs (Modem) s'est délibérément engouffré dans la brèche ouverte par D. Trump pour reconnaitre la marocanité du Sahara occidental. Par l'intermédiaire d'un tweet ou d'une déclaration à l'emporte-pièce, tous deux balaient d'un revers de main le droit international et les résolutions de l'ONU. Celles-ci considèrent en effet qu'il n'existe aucun lien de souveraineté entre le Maroc et le Sahara occidental, que ce dernier a un statut séparé et distinct de Rabat et qu'il est titulaire d'un droit à l'autodétermination.

Les propos de Bruno Fuchs, membre de la commission des Affaires étrangères, sont irresponsables et attisent les tensions dans une région qui n'en a pas besoin. Il y a peu, Robert Malley, président d'International Crisis Group et ancien conseiller diplomatique de B. Obama, rappelait : « La reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en échange d'une normalisation entre le Maroc et Israël, cela n'a pas de sens et ça a un impact négatif sur le dossier du Sahara occidental. »

Le Maroc occupe donc illégalement ce territoire et a accru sa pression expansionniste en prenant le contrôle, en novembre 2020, du poste frontalier de Guerguerat, une zone démilitarisée, dans l'extrême sud du pays. De ce fait, Rabat a délibérément fait voler en éclats les accords de cessez-le-feu avec le Front Polisario, représentant du peuple Sahraoui.

Pendant 30 ans, les Sahraouis ont voulu exploiter toutes les voies pacifiques pour faire prévaloir le droit et la justice, en vain. Face aux promesses non tenues, la lutte armée a repris notamment le long du mur de sable de la honte construit par le Maroc. Dans ce regain des hostilités, Paris porte une lourde responsabilité en soutenant cette occupation coloniale, en couvrant les violations flagrantes des droits humains et en entravant toutes les missions de l'ONU. La duplicité va jusqu'à violer le droit européen en validant le pillage des nombreuses richesses dont ce territoire recèle au profit de la monarchie chérifienne.

> ***"Le PCF exprime sa solidarité avec le peuple sahraoui et son représentant légitime, le Front Polisario."***

Paris n'hésite pas à conforter le pays le plus inégalitaire du Maghreb. Derrière les projets spéculatifs et les infrastructures clinquantes, le Maroc est un paradis fiscal dans lequel 40 % de la jeunesse est au chômage, avec un système scolaire et sanitaire à l'abandon. Si l'on tient compte de l'Indice de développement humain (IDH), Rabat se situe au 121e rang sur 189 pays. Pour endiguer la contestation, la répression est terrible et s'est abattue sur les mineurs en grève, contre ceux qui s'élèvent face aux pénuries d'eau, contre les Rifains et contre ceux qui appuient le droit à l'autodétermination du peuple Sahraoui. Un membre du parti « La Voie démocratique » vient d'en faire l'expérience.

Les positions de Bruno Fuchs et de la diplomatie française enveniment également les relations avec l'Algérie et se trouvent en contradiction avec la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique par l'Union africaine.

Alors que les tensions ressurgissent autour de la Méditerranée, que les révolutions arabes ont partout exprimé le besoin de dignité, de justice sociale, de liberté et de paix, Bruno Fuchs souffle sur les braises. Il ignore le droit international sans lequel la brutalité, la guerre et les haines prospèrent, exacerbant les ressentiments et les humiliations des peuples dont nous connaissons le prix. Le Maroc n'est en rien une barrière contre les trafics et le terrorisme.

Le Parti communiste français exprime sa solidarité avec le peuple sahraoui et son représentant légitime, le Front Polisario. Il appelle le gouvernement de la France et l'Union européenne à agir dans le sens du respect du droit international dont la violation, par D. Trump, a fait les dégâts que l'on sait. L'organisation d'un référendum d'autodétermination est la seule voie pour la paix. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international du PCF
en charge du Maghreb et du Moyen-Orient